

Unis dans la lutte, sur tous les fronts !

Ne confinons pas nos exigences !

La pandémie a révélé de graves lacunes du gouvernement d'E. Macron. La crise sanitaire du COVID-19 sera-t-elle une sonnette d'alarme pour renforcer le système de protection sociale. Rien n'est moins sûr ! Face aux défis, il faut réinvestir l'organisation du travail et de toute urgence. Le monde du travail est au cœur d'une lutte des plus intenses. Notre émancipation passe nécessairement par cette prise de conscience. Les dernières résistances qu'opposent les salariés sous des formes très diverses révèlent cette antagoniste toujours plus acerbe.

L'heure du dé-confinement sonne donc pour bon nombre de travailleurs afin de satisfaire le patronat qui voit malgré les aides massives du gouvernement, ses profits chuter. Le gouvernement dans sa volonté incessante de satisfaire le patronat n'en finit pas de déréglementer des droits au travail. Le monde peut bien s'écrouler. Le patronat se moque de sauver des vies. En pleine pandémie, la seule chose qui les inquiète, ce sont leurs profits, leurs parts de marché, le cours de la bourse. Et même si rien n'est prêt pour le déconfinement, ils battent tous le rappel au travail.

A MRF, après un DGI pour notre protection, deux alarmes sociales, sur le vol de nos RTT, la non-participation aux frais de repas « prime panier », la non-reconnaissance de l'implication des invisibles...MRF se précipite dans les annonces de reprise de la RATP dès le 4 Mai.

La direction MRF semble accompagnée cette précipitation d'une volonté de remise en cause de nos organisations de travail !

Déconfinement certes mais pas sans un maximum de protections pour nous tous et aussi bien pour les prestataires extérieurs, personnels du nettoyage ou gardiens...

L'activité au sein de nos ateliers, avec l'augmentation de la charge, ne pourra pas reprendre sans une prise en compte réelle et sérieuse des risques sanitaires.

Pendant cette période de lutte contre le COVID-19. Nous avons exigé une protection maximale pour garantir au mieux la santé des agents. La direction du département sous sa bienveillance de façade a poursuivi avec détermination sa politique de performance économique. Ce qui préoccupe la direction, c'est que l'ensemble de ces projets, ne soient pas retardés ou remis en cause.

Depuis la préconisation de la médecine du travail, les agents ont à leur disposition des kits de masques et lingettes. Les masques chirurgicaux atteignent rapidement leur limite sur certains de nos travaux. Nous demandons, en plus d'une mise à disposition non limitée pour nos activités, le choix dans la dotation de masques ou visières de protection. La dotation de masques FFP2 ou même FFP3 en lieu et place des masques chirurgicaux ainsi que la dotation de masque tissu lavable au titre des marchés de nettoyage.

Depuis le début de la crise sanitaire notre organisation syndicale porte et revendique le nettoyage et la désinfection des trains dans nos ateliers. La direction nous assure que les trains sont nettoyés et désinfectés avant toutes activités de maintenance. Pour autant nous n'avons pas de moyen de contrôler la véracité de ces affirmations.

À ce titre, nous dénonçons la perte de cette activité de nettoyage des matériels qui nous aurait permis davantage de réactivité dans cette période de crise sanitaire. D'autant plus que de redonner confiance aux usagers passe par cette étape évidente de garantir une prestation de haut niveau visible de propreté et d'hygiène dans nos matériels ferroviaires.

En plus des équipes des entreprises de sous-traitantes. Nous demandons la création d'équipe de nettoyage « hygiène, propreté et entretien » dans nos ateliers, afin de permettre et de garantir un haut niveau de propreté et d'hygiène pour les usagers et pour nos activités de maintenance. La période actuelle de la crise sanitaire COVID-19 et les temps à venir, nous montre le besoin de maîtriser cette activité essentielle.

A BUS, dans la nuit du 19 au 20 avril, l'inspection du travail a débarqué. Elle a constaté des manquements dans la sécurité sanitaire des salariés et des usagers. Les bus sont nettoyés en temps record 1'30, dans le noir absolu. Une procédure de danger grave et imminent a été déposée par la CSSCT. Voilà comment la direction de la RATP poursuit les économies en temps de COVID, au mépris de la santé de toutes et tous !

Porter des masques afin de diminuer le risque d'exposition au virus. Si cela semble participer de la prévention, pourtant sur certains sites, il n'y a pas loin pour que ce principe tourne vite à un usage répressif.

À l'atelier de Sucy, un "cadron" bien zélé n'hésite pas à venir au contact de salariés isolés sur leurs postes travaux qui ne portaient pas leurs masques pour les menacer autoritairement plutôt que de sensibiliser intelligemment. Le même jour, nous avons rappelé, à ce cadre qui semblait être très sensible à la protection des travailleurs, que les salariés du nettoyage des locaux sociaux étaient toujours dépourvus de masque.

La section syndicale CGT de SUCY avait déjà interpellé la direction de l'Unité RER sur l'incohérence vis-à-vis des salariés du nettoyage du site, sans aucune protection. Il faudra y retourner à deux reprises pour qu'enfin ces salariés puissent avoir des masques ! La direction fait le choix de sous-traiter ces activités au moins disant, ce qui implique des conditions de travail et un niveau de salaire déplorable.

La première réponse de la direction a été de nous dire que ces travailleurs ne sont pas sous leur responsabilité. Nous avons insisté sur le fait qu'en n'équipant pas ce personnel, c'est l'ensemble des personnes présentes sur l'atelier qui se trouvent de fait exposé. Notre employeur a une obligation de protection à l'égard de tous les travailleurs sur le site. Ce levier a été nécessaire, le seul respect et la considération qui nous paraissent évidents ne le sont pas pour notre direction.

Solidarité avec François, Patrick et Yassine, grévistes du Dépôt de Vitry, victimes de la répression antisyndicale. Même en période de crise sanitaire, la direction de la RATP continue de s'acharner contre les grévistes. La CGT continuera le combat, y compris en justice, pour faire annuler ces sanctions.

